



AGRICULTEUR TOUJOURS PLUS ACTIF



La notion « d'agriculteur actif » s'impose de plus en plus dans les réglementations pour bénéficier des mesures propres à l'agriculture. Quelques rappels :

ACTIF POUR PERCEVOIR LES AIDES PAC :

Un agriculteur, personne physique, doit **être assuré à l'ATEXA** (assurance accident du travail agricole) et s'il a plus de 67 ans ne pas avoir fait valoir ses droits à la retraite.

Pour une société : soit au moins un associé remplit ces conditions, soit tous les associés doivent relever de l'assurance accident du travail et maladies professionnelles des salariés agricoles.

ACTIF FISCALEMENT, POUR L'EXONÉRATION DES PLUS-VALUES PAR EXEMPLE :

Pour bénéficier de l'exonération des plus-values en fonction du niveau des recettes (151 septies), une des conditions **est la participation personnelle, directe et continue de l'exploitant à l'accomplissement des actes nécessaires à l'activité.**

ACTIF POUR CONSERVER SON BAIL RURAL

Aux termes de l'article L 411-35 du CR, la sous-location est interdite. Le preneur d'un bail rural est tenu **d'exploiter personnellement les biens loués, en participant activement et en permanence aux travaux agricoles.** Le recours à des prestataires pour réaliser l'ensemble des travaux agricoles, même sous supervision peut constituer un motif de résiliation du bail - Cour de cassation le 25 avril 2024 (Civ. 3ème, 25 avril 2024, n°22-19931).

Par ailleurs, un bailleur bénéficie d'un droit de reprise. Mais le bénéficiaire de celle-ci ne peut se limiter à la direction et à la surveillance de l'exploitation et **doit participer sur les lieux aux travaux de façon effective et permanente, selon les usages de la région et en fonction de l'importance de l'exploitation. Il doit posséder** le cheptel et le matériel nécessaires ou, à défaut, les moyens de les acquérir. (Article L411-59 du CR).

